



Avis conforme

N° 2022-059

PNRUN – PC 974408 21 A0358 - Construction d'un Bureau d'Information Touristique à La Nouvelle - Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest
Numéro de dossier : DIR/AD/2022/034
Pétitionnaire : TCO - Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest
Adresse du pétitionnaire : 1 rue Eliard Laude – Le Port – 97822 – BP 500 – Cedex 49
Localisation : Parcelle BH 37 - La Nouvelle – Cirque de Mafate – Commune de La Possession – 97419

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4 et R. 331-19 ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R*421-14 et R*425-6 ;
Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion,
Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment son MARCœur 13 et l'annexe 1.3 ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;
Vu la demande d'avis conforme de la commune de La Possession en date du 02/05/2022 et relatif au dossier n° DIR/AD/2022/034 ;
Vu l'avis favorable rendu dans l'avis n° CS/AD/2022/022 émis par le Conseil scientifique du Parc national de La Réunion en date du 17 juin 2022 ;

Considérant que le projet de travaux concerne la construction d'un Bureau d'Information Touristique composé de trois modules comprenant un local dédié à l'accueil du public, un logement pour le personnel et une partie varangue couverte/sanitaires publics, d'une emprise au sol cumulée de 189 m² ;

Considérant que le projet s'inscrit dans le cadre de la promotion touristique du territoire ;

Considérant que la situation géographique du projet en cœur habité de Parc national, à La Nouvelle, cirque de Mafate, commune de La Possession, nécessite la délivrance d'une autorisation spéciale pour toutes constructions et installations réalisées sur ce territoire ;

Considérant que le projet comprend des mesures de restauration écologique et de réduction des impacts environnementaux liés à l'assainissement des eaux usées ;

Considérant que le projet de construction respecte les grands principes de l'architecture vernaculaire du cirque de Mafate et qu'il ne contraste pas avec les formes, couleurs et proportions des constructions environnantes ;



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

Considérant que les impacts du projet sur la biodiversité sont négligeables et que ceux visant l'impact paysager ont été pris en compte dans le projet proposé ;

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci ;

DECIDE

Article 1 : Objet

Le Directeur du Parc national émet un avis favorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° DIR/AD/2022/034 concernant la construction d'un Bureau d'Information Touristique à La Nouvelle pour le compte de la Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

- I. Préalablement au démarrage des travaux, le pétitionnaire doit informer les services du Parc national (secteur Ouest : gestion-o@reunion-parcnational.fr) du calendrier d'intervention.
- II. Les travaux doivent être conformes à l'autorisation d'urbanisme accordée.
- III. Les lasures et vernis utilisés pour le traitement du bois doivent être incolores et conformes à la norme NF EN 71-3.
- IV. Les végétaux exotiques envahissants présents sur l'emprise de la concession doivent être détruits. La palette végétale définitive doit être transmise aux services du Parc national pour avis préalablement au démarrage des travaux. La plantation de végétaux exotiques envahissants est interdite.
- V. Le choix des espèces utilisées pour la gestion des toilettes humides ne devra pas comporter d'espèces exotiques envahissantes.
- VI. Les aménagements aux abords des constructions doivent préserver la perméabilité des sols. La mise en œuvre de revêtements extérieurs en béton est interdite et doit être remplacée par des revêtements perméables.
- VII. Les toilettes sèches devront faire l'objet d'études complémentaires, basées autant que possibles sur des expériences de terrain menées à La Réunion. L'utilisation du compost qui en résultera devra respecter les protocoles qui en encadrent l'utilisation.
- VIII. Le choix des matériaux se portera sur des produits ayant un moindre impact environnemental, en privilégiant le recours à des matériaux biosourcés lorsque cela est possible.
- IX. Dès le démarrage des travaux et conformément à l'annexe 1.3, des dispositions doivent être prises pour prévenir toute pollution résultant du chantier. Le stockage des matériels et matériaux ainsi que la réalisation des bétons doit se faire sur des bâches de protection étanches permettant d'éviter tout écoulement ou dispersion dans le milieu naturel.

- X. Les déchets issus de la déconstruction du bâtiment existant et des travaux de construction des nouveaux locaux devront être acheminés vers des filières de tri agréées. La liste des filières utilisées sera transmise au Parc national préalablement aux démarrages des travaux.
- XI. Toutes les précautions doivent être adoptées pour éviter que les déchets ne soient emportés par le vent ou les écoulements d'eaux pluviales. Les déchets doivent être conditionnés, de manière à ne pas se disperser, et évacués dans un centre de gestion agréé au plus tard à la fin de l'opération.
- XII. L'acheminement des matériaux par hélicoptère doit respecter l'Arrêté n° DIR/2015-04 du 31/08/15 portant réglementation du survol motorisé aux fins de protection du Pétrél de Barau et du Pétrél noir de Bourbon dans le cœur du parc national de La Réunion.
- XIII. Sans préjudice des présentes prescriptions, le demandeur doit respecter les règles particulières applicables aux travaux, constructions et installations en cœur de parc, définies à l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national de La Réunion tel que approuvées par le Décret n°2014-49 du 21 janvier 2014.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification du permis de construire. Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent avis peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national (notamment auprès de l'Office National des Forêts). Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé. En outre, le pétitionnaire maître d'ouvrage informera des présentes modalités ses agents habilités et toute personne intervenant éventuellement pour son compte dans le cadre de cette installation, ainsi que les personnes chargées de l'entretien de l'équipement une fois réalisé.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect du présent avis ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent avis peut être contesté par recours gracieux auprès du Parc national, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le présent avis peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative.

Article 8 : Publication

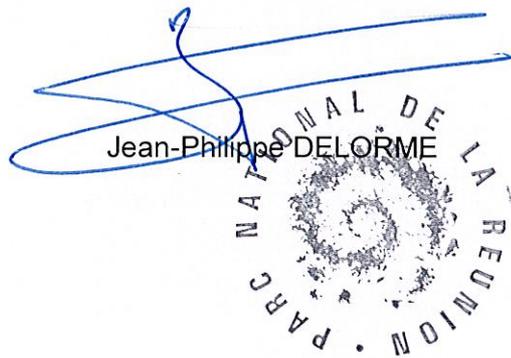
Le présent avis est notifié à la Commune de La Possession et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (<http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa>).

À La Plaine-des-Palmistes, le

20 JUIN 2022

Le Directeur

Jean-Philippe DELORME



Copies :

- ONF
- Secteur Ouest



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr